

REUSSIR NOTRE DEPARTEMENT

RESPECTER ET ENTENDRE SA POPULATION

Une nouvelle majorité de gauche au Conseil général, porteuse des exigences les plus fortes !

Cet enjeu est au cœur des élections cantonales des 20 et 27 mars 2011. L'ambition des communistes et de leurs élus au sein du Front de Gauche est de constituer une nouvelle majorité de gauche qui porte une grande ambition démocratique.

C'est maintenant que cela commence avec chacune et chacun de nos candidats dans leur canton. Notre département a besoin de ce souffle pour se rassembler avec tous les habitants, dans leur diversité, pour faire face aux mauvais coups de la droite au pouvoir, du Nouveau Centre à l'UMP. Notre département a besoin de se retrouver pour faire vivre dans chacun de ses cantons renouvelables le débat citoyen qui donne de l'ampleur à leurs aspirations, leurs exigences, leurs luttes.

Et après ? Rien ne se fera sans l'avis, la contribution, la co-décision des habitants, des salariés, des jeunes. Rien de ce qui est essentiel au développement de l'ensemble du territoire ne se décidera sans associer les collectivités locales et leurs élus, les institutions sociales et économiques, les forces vives et associatives du département. Nous susciterons de grands débats publics sur tout ce qui concerne la vie de notre département : Etats généraux de l'école, assises de la santé, Assemblée générale sur les transports...

Avec nous, les femmes, les hommes, les jeunes garderont la parole de bout en bout car nous refusons toute activité solitaire du pouvoir. Pour nous, l'exercice du pouvoir consiste à entretenir une relation quotidienne avec les citoyens pour décider avec eux des meilleurs choix à opérer au service du plus grand nombre.

Une nouvelle majorité de gauche, avec les communistes et le Front de Gauche, pour que le Conseil général soit un point d'appui à leurs luttes et contribue à transformer leurs mécontentements en constructions alternatives. La droite au pouvoir, celle de Sarkozy et Fillon, soumise aux choix du MEDEF, tape fort sur le peuple afin que celui-ci paye, sans broncher, la crise qu'ils ont eux même produite. Pendant ce temps là, l'argent coule à flots pour les actionnaires du CAC 40. Les privilégiés de la bande du Fouquet's arrangent leurs affaires entre amis. Sarkozy et Fillon branchés sur la fréquence radio de la bourse se plient à la moindre de ses demandes.

Les banques qui spéculent sont au bord du gouffre ? Pas de problème ont déboursé 350 milliards d'euros tout de suite ! Les riches payent trop d'impôts ? Pas de problème on supprime l'impôt sur les grandes fortunes ! Les services publics entravent la marche conquérante des marchés porteurs de nouveaux profits ? Pas de problème on organise

l'asphyxie des collectivités locales par le transfert de compétences non compensées financièrement ! Les retraites spolient nos profits ? Pas de problème on transforme le système solidaire par répartition en donnant un coup de pouce aux assurances privées.

Plus largement, pour satisfaire les marchés financiers dans le cadre libéral de l'Union Européenne, et avec l'appui du FMI, c'est l'austérité assurée pour les populations : recul du pouvoir d'achat, travail maltraité, licenciements boursiers et précarité, inégalités hommes / femmes à l'entreprise, seniors exclus du monde du travail tandis que les jeunes frappent à la porte, fonctionnaires et services publics sacrifiés..... Arrêtons-là, la coupe est pleine ! Cette politique est insupportable il faut lui donner une bonne et vraie gauche ! Notre premier objectif est clair : battre la droite sur le terrain, ses idées comme ses candidats.

Mais soyons clairs, face aux difficultés rencontrés par nos concitoyens, il faut que le Conseil général fasse des choix de gauche. Vraiment à gauche.

Dans ce contexte soyons persuadés qu'un véritable espace politique existe pour donner à voir d'autres possibles. Sept millions de personnes se sont opposés à la contre réforme des retraites. Chemin faisant, dans le débat et la lutte, les consciences se sont ouvertes à un haut niveau d'exigences, d'audace et d'ambition pour notre pays. C'est aussi cela qu'ils attendent pour notre département.

Nos candidates et nos candidats présentés ou soutenus par le PCF et le Front de gauche sont, dans leur singularité, d'ors et déjà à pieds d'œuvre afin de porter haut et fort cet espoir. Avec cette première ébauche de propositions que nous livrons au débat de tous, le débat électoral conquérant peut s'engager pour enrichir notre envie de changement. Je suis convaincu que tous les militantes et militants communistes, leurs amis, les soutiens de nos candidats sauront, avec courage et détermination, trouver la force et la conviction de bâtir une nouvelle majorité de gauche au Conseil général.

Contre le chômage et la précarité, mettons l'emploi et la formation au cœur de l'ambition économique !

les enjeux à venir appellent une position claire et volontaire :

- Pour " éponger " la crise financière, l'offensive de la Droite et du Medef se mène pas, non seulement en direction des dépenses publiques (réduction qui touche d'ailleurs les actions pour l'insertion avec la réduction colossale des financements des Maisons de l'emploi), mais aussi avec des suppressions d'emploi massives dans les grandes entreprises.
- Les mutations écologiques auxquelles l'économie va faire face pour réduire son empreinte carbonique, si elles peuvent être créatrices d'emploi, peuvent aussi prétexter des destructions d'emploi dans certains secteurs.

Pas de belles paroles... mais des actes pour l'accès à l'emploi !

Nous proposons de remettre en mouvement tous les acteurs de l'emploi.

Un des enjeux des Assises pour un nouveau mode de développement solidaire et durable sera la relance en grand de tous les dispositifs qui facilitent l'accès à l'emploi des jeunes et des demandeurs d'emploi et qui combattent concrètement les discriminations. Le conseil général agira aux côtés des Missions locales, des Maisons de l'emploi, des Structures de l'insertion par l'activité économique contre la réduction drastique des moyens qui menace les politiques d'insertion.

Qualifier !

Nous agirons pour qu'avec la Région et l'Etat soit mis en œuvre un plan de développement de la qualification pour le département.

Ce plan pourrait s'articuler sur 4 types d'actions :

- le développement de formations nouvelles correspondant aux nouveaux emplois présents dans notre département
- les actions pour une orientation choisie,
- le développement des actions complémentaires(remises à niveau, préparations) permettant l'accès aux formations porteuses,
- l'accompagnement social et professionnel.
- les politiques départementales en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RSA seront développées.

Concentrer nos efforts sur la création d'emplois durables

Le conseil général portera l'exigence d'un nouveau fonds régional pour le développement de l'emploi qui permette de moduler les aides régionales aux entreprises avec des critères d'emploi durable, de formation et de respect environnemental.

Dans les politiques propres du Conseil général, ces mêmes critères seront à l'œuvre, notamment dans les actions qui seront menées pour favoriser le développement d'activités dans les filières créatrices d'emploi et particulièrement dans les aides aux projets portés par les pôles de compétitivité. L'objectif sera de conforter le potentiel productif de notre département et de favoriser l'émergence de nouvelles capacités de production dans les secteurs de l'économie verte.

Ce faisant, le Conseil général agira pour la mise en œuvre de politiques d'accompagnement pour les entreprises et les salariés impliqués dans les mutations écologiques. Il agira auprès de la Région, de l'Etat, des financeurs de la formation professionnelle

pour que les salariés ne payent pas de leur emploi et de leur salaire les conséquences de ces mutations. Il sera partie prenante des actions pour une loi sécurisant l'emploi et la formation.

Le secteur associatif et coopératif et ses milliers de salariés (Economie sociale et solidaire) développent des projets répondant à des besoins sociaux, sans mettre le profit au cœur de son activité. Un plan de développement de l'ESS sera construit avec les acteurs locaux et régionaux.

Services publics, salariés, élus, entreprises : mobiliser toutes les énergies !

Le développement économique, la défense et la création d'emplois, le développement des formations sont des questions qui intéressent tous les salariés et les habitants. Très vite, la réalisation d'Assises pour un nouveau mode de développement solidaire et durable doit permettre de mobiliser toutes les énergies : des entreprises présentes départementalement aux élus locaux et aux organisations syndicales, de l'Etat à la Région.

Les comités d'entreprise et les salariés des entreprises menacés doivent pouvoir compter sur le soutien du conseil général, un dialogue permanent se mènera avec les organisations syndicales de salariés.

L'emploi, c'est aussi l'emploi public !

Notre département, comme l'ensemble du pays, souffre déjà de la RGPP imposée à la Fonction publique par Sarkozy, RGPP qui a déjà abouti à la suppression de centaines de milliers d'emplois... et à la forte dégradation des services rendus à la population.

Une telle perspective est inacceptable pour le Département et son service public !

Concrétisons une véritable ambition de réussite scolaire pour tous les jeunes

La droite travaille à la mise en place d'une nouvelle phase de décentralisation dans l'éducation, dont les conséquences seront extrêmement graves : augmentation des inégalités territoriales et sociales, précarisation des enseignants, dégradation des équipements... Les candidats communistes ou soutenus par le PCF aux élections cantonales s'opposeront frontalement à cette politique. Il n'est pas question d'accompagner la casse du cadre national du service public d'éducation en essayant de compenser localement le désinvestissement de l'Etat : ce serait à la fois inégalitaire et insoutenable financièrement pour les collectivités locales.

Nous proposons donc :

- refuser toute nouvelle phase de décentralisation dans ce domaine;
- développer des infrastructures de qualité (installations sportives et culturelles, nouvelles technologies) pour aider à une nouvelle phase de démocratisation scolaire,
- nous appuyer sur les réalisations du département pour interpellier l'État sur ses propres responsabilités.

Les réformes en cours participent de la casse du cadre national du service public d'éducation. La réforme des collectivités locales, la mise en place de l'autonomie des établissements, la différenciation entre un enseignement commun minimal (socle commun en primaire et au collège, tronc commun au lycée) et des contenus plus ambitieux pour certains (programmes, options) participent toutes de la mise en place d'un enseignement inégalitaire dans un territoire fragmenté : d'un côté, des " pôles de compétitivités " où les moyens seront concentrés et où la population aura accès à une éducation ambitieuse, de l'autre des territoires délaissés où l'école se contentera de répondre aux besoins à court terme du patronat local.

En outre, tout laisse craindre une nouvelle phase de décentralisation : l'État se désengage de l'éducation nationale, et n'assurera bientôt plus qu'un service minimum, demandant aux familles et aux collectivités locales de compenser, en fonction de leurs moyens.

Cette politique n'est pas seulement inégalitaire : elle est dangereuse et irresponsable. Elle renonce à former la main d'oeuvre hautement qualifiée dont notre économie a besoin. Elle condamne notre démocratie en refusant de donner à chacun les moyens de maîtriser les enjeux de l'avenir. Elle fait peser sur les collectivités territoriales une responsabilité que leurs maigres moyens ne peuvent pas leur permettre d'assurer.

C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité d'une politique nationale de l'éducation dans une logique de service public, pour une véritable gratuité et égalité d'accès aux savoirs sur tout le territoire.

C'est dans ce cadre que les communistes proposent de relancer l'investissement en faveur des collèges. Il est temps de mettre un terme à la baisse des investissements départementaux en faveur des collèges et de construire un plan d'investissement crédible, concerté avec la communauté scolaire et porté exclusivement par des financements publics.

Cet effort doit par ailleurs être accompagné de politiques éducatives de haut niveau, en particulier dans les champs des nouvelles technologies, de la citoyenneté et des pratiques culturelles et sportives.

Un plan d'investissement public pour des collèges du 21ème siècle !

Pour la construction de collèges, les conseillers généraux communistes travailleront à relancer un plan d'investissement ambitieux, permettant de remettre en chantier tous les projets bloqués faute de crédits. Nos candidats s'engagent à la réalisation, dès 2011, d'un plan pluriannuel d'investissement qui remette les collèges au rang des priorités du Département.

Ces investissements seront développées dans un cadre public : nos candidats s'engagent à s'opposer aux Partenariat public/privé et aux pratiques d'externalisation et de sous-traitance.

Les projets de construction de nouveaux établissements s'inscriront dans une nouvelle phase de démocratisation scolaire :

- tous les collèges doivent être équipés d'infrastructures sportives de qualité,
- l'équipement des établissements en nouvelles technologies est une priorité, et doit être accompagné par un effort national de formation des enseignants,
- les infrastructures culturelles doivent être développées.

En outre, nous nous engageons à élaborer ce nouveau plan d'investissement en étroite concertation avec la communauté scolaire et les villes.

C'est aussi dans ce dialogue avec les villes et la communauté scolaire que le Conseil général devra arrêter une carte scolaire favorisant la mixité sociale.

Plus déterminés pour une Education véritablement nationale !

Les communistes proposent de refuser toute nouvelle phase de décentralisation, tout accompagnement de cette politique inégalitaire, et de s'appuyer sur les compétences et les réalisations de notre département pour interpeler l'État sur ses responsabilités :

- l'investissement dans les collèges doit permettre de réclamer à l'État les moyens nécessaires en personnel, sous statut de la fonction publique.
- l'amélioration des conditions matérielles de travail des enseignants doit s'accompagner d'un effort national de formation pour leur donner la maîtrise de leurs outils de travail et pour leur permettre de faire évoluer leurs propres pratiques, avec pour objectif une démocratisation non seulement quantitative, mais aussi qualitative de l'accès aux savoirs.

Ils seront particulièrement attentifs aux statuts et aux conditions de travail des personnels intervenant dans les établissements scolaires : ils refuseront la prise en charge par les collectivités locales de nouvelles catégories de personnel et défendront le statut de la fonction publique.

Face à la crise et à ses conséquences pour les familles, faisons du Département un rempart social pour ses habitants !

Alors que la richesse produite en France (PIB) ne cesse d'augmenter, le chômage, la précarité, les pertes de revenus, frappent de plus en plus durement les habitants et notamment les jeunes.

La droite et le gouvernement ont fait un choix politique, ils ont choisi leur camp, celui de la finance, de la spéculation financière et des fortunés.

Tout est fait pour que les riches le soient toujours plus, en faisant payer l'addition à l'ensemble de la population.

Hier, l'État dégageait des milliards d'euros pour sauver les banques et la spéculation qui nous enfonce chaque jour un peu plus dans la crise.

Aujourd'hui, pour nous faire payer la crise de leur système ultralibéral, il prévoit de supprimer l'impôt sur la fortune, impose la réforme des collectivités locales, casse les politiques sociales qui y sont mises en œuvre.

Que l'on juge sur pièce :

- L'Etat est en dette avec les départements
- Il faut ajouter, la suppression de la Taxe professionnelle qui va accélérer l'étranglement financier des collectivités et reporter sur les familles ce qui relevait de la contribution des entreprises à la solidarité nationale.

Les conséquences en sont désastreuses pour la population.

Concrètement, c'est moins de service rendu à la population en matière de prévention de la santé, d'insertion sociale et professionnelle, d'aide au logement, de prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées, c'est une réduction des subventions allouées aux associations...

Face à cette situation, préserver l'avenir, permettre au Département de constituer un rempart de protection d'autant plus indispensable en tant de crise, c'est accorder la priorité au social.

Les candidats communistes et du front de gauche proposent de reprendre l'initiative pour des politiques innovantes de progrès social et de promotion de nouveaux droits.

Nous proposons, comme mesure d'urgence, de rassembler l'ensemble des départements de gauche pour exiger la compensation intégrale des transferts de charge.

Pour un renouveau de l'action sociale

Les candidats communistes et du front de gauche proposent de conforter une action sociale de proximité en appuyant les équipes de service social dans leur travail pour l'accès aux droits, de prise en charge globale des habitants qu'ils soient en situation de précarité, de salarié pauvre etc., dans une démarche favorisant l'autonomie des familles.

A l'inverse des logiques de culpabilisation des chômeurs alors que les emplois font défaut, les communistes proposent de développer un vrai accompagnement des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA qui remplace le RMI et l'API) pour qu'ils puissent véritablement s'inscrire dans un processus d'insertion sociale et professionnelle.

Ils entendent développer une offre d'insertion sociale et professionnelle, construite avec les partenaires (Etat, Région, Pôle emploi, entreprises, PLIE, associations, etc..) qui permettent au plus grand nombre d'allocataires d'accéder à leur droit, de retrouver leur place dans la ville et surtout le chemin de l'emploi..

Ils proposent ainsi d'inverser la logique de diminution des crédits pour l'accès à l'emploi et pour l'insertion qui prévaut depuis trois ans (baisse drastique de 20 % des crédits pour l'emploi et l'insertion des allocataires du RSA de 2007 à 2010). Il s'agit au contraire de développer les actions efficaces qui permettront, non seulement un mieux être pour les intéressés - et cette raison est en soit suffisante ! - mais aussi une diminution à terme des charges d'allocation.

Ils exigeront de l'Etat qu'il rembourse ses dettes colossales concernant le RMI et le RSA, mais aussi qu'il assume ses responsabilités et ses décisions. Ainsi l'allocation RSA, minima social national dont les règles sont entièrement définies par l'Etat doit être entièrement pris en charge par l'Etat.

Pour faciliter les déplacements de tous

Ils agiront pour la gratuité régionale des transports aux chômeurs et à tous les bénéficiaires de minima sociaux, notamment les personnes âgées contraintes de vivre avec le minimum vieillesse (rebaptisé ASPA) et les personnes handicapées allocataires de l'AAH.

Contre les expulsions locatives

Les communistes proposent de mettre à contribution les bailleurs pour une augmentation du FSL et permettre ainsi l'accès et le maintien dans le logement d'un plus grand nombre de familles.

Pour une politique sanitaire porteuse de nouveaux droits pour tous!

La santé demeure une compétence d'Etat. Toutefois, il convient d'exiger un vrai plan de rattrapage pour doter ce département des structures de soins dotés de plateaux techniques, d'équipes pluridisciplinaires en nombre suffisant, accessibles à tous dans des conditions d'accueil et de soin correctes.

Les élus communistes et du Front de gauche se mobiliseront particulièrement pour obtenir des avancées pour la pédo-psychiatrie qui reste sinistrée et dispose de peu de lits et dont les CMP sont complètement saturés par faute de moyens.

Ils souhaitent, par une présence active dans les instances de l'Agence Régionale de Santé, faire prendre en compte les besoins réels en prévention et en soins des habitants de la Seine-Saint-Denis

Ils favoriseront les coopérations en lien avec les villes, pour favoriser l'installation et le maintien de nouveaux professionnels de santé (médecins, infirmières,...) dans les Centres municipaux ou associatifs de santé ou dans l'expérimentation de sociétés coopératives de santé.

En matière de santé publique et de protection maternelle et infantile, les élus communistes ont impulsés des politiques particulièrement innovantes, reconnues de tous, de longue date. Ils entendent renouveler les dynamiques de la protection maternelle et infantile, en phase avec les enjeux d'aujourd'hui, conforter les programmes de santé publique, par exemple pour les dépistages du cancer du sein et du colon, des cancers professionnels, etc...

Pour une politique d'accueil de la petite enfance répondant aux besoins des parents

Les élus communistes et du front de gauche agiront pour le développement des crèches qui permet notamment l'accès au travail des parents, et contribue à l'égalité pour les femmes.

Ils se battront pour l'accès à l'école maternelle dans la 3ème année qui est un facteur favorable pour la réussite scolaire.

Favoriser l'insertion et la reconnaissance des droits des personnes handicapées

Le retard dans l'instruction des demandes (qui atteignait souvent 18 mois) que laissait perdurer l'Etat avec la COTOREP est scandaleux . Les communistes proposent aujourd'hui de renforcer la proximité aux personnes handicapées tout en agissant pour que l'Etat prenne en compte les moyens qu'il a été nécessaire de débloquer.

La nouvelle Prestation de Compensation du Handicap connaît légitimement une augmentation forte. Les candidats communistes et du front de gauche agiront pour que l'Etat prenne en compte les moyens nécessaires à cette prestation dont il a décidé la mise en place.

Ces moyens sont d'autant nécessaire qu'il convient de continuer à développer des politiques d'hébergement et d'insertion sociale à la hauteur des besoins.

Il s'agira également de poursuivre résolument la mise en accessibilité dans tous les domaines, par exemple pour les personnes à mobilité réduite pour des équipements aussi divers que les bâtiments administratifs, les équipements sociaux ou encore les arrêts de bus.

Protéger et soutenir les enfants et les jeunes en difficultés

Les communistes proposent de donner une nouvelle dynamique au développement de la prévention dans le champ de la protection de l'enfance, qu'il s'agisse de la prévention spécialisée ou de nouvelles structures innovantes. Il s'agit à la fois de permettre aux enfants de ne pas être confrontés à une dégradation de leur situation, et d'éviter le recours à des placements qui coûtent très cher à la collectivité.

Ils favoriseront avec le FAJ, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté.

Les communistes proposent de rétablir la prise en charge à 50 % de la carte de transport pour les collégiens, lycéens et étudiants véritable aide aux familles et incitation à utiliser les transports collectifs à l'heure où les efforts pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre doivent être le lot de chacun, collectivités publiques en tête.

Ils entendent aussi mettre en place l'aide à l'acquisition d'un ordinateur pour les collégiens qui en ont besoin, pour lutter contre la fracture numérique et permettre à tous nos jeunes, y compris ceux des familles aux ressources modestes, d'entrer de plein pied dans le 21^{ème} siècle.

Pour un Département plus solidaire avec les personnes âgées

La perte d'autonomie constitue un défi majeur pour notre société.

Les élus communistes et du Front de Gauche travailleront à sa prise en charge au titre du 5^{ème} risque de la Sécurité sociale, avec un financement par la taxation des revenus financiers et spéculatifs des entreprises au même niveau que les salaires, et une gestion nationale paritaire donnant toute leur place à des représentants élus, des salariés et retraités.

Ils s'opposent ainsi résolument à l'entrée des assurances privées qui ruinerait notre Sécurité sociale et qui, un jour ou l'autre, se traduirait par quelques banqueroutes, avec des conséquences désastreuses pour les assurés.

En matière d'hébergement et de prestations pour les personnes âgées, les Conseillers généraux communistes agiront pour que le Département constitue un véritable appui, avec les savoir-faire et sa proximité,

pour organiser rationnellement et au plus près des personnes, les services et équipements qui leurs sont utiles.

Ainsi, les communistes proposent que le Département organise ses services pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées au plus près des besoins, avec des Maisons du Département (regroupant aussi les circonscriptions de service social, de PMI et d'aide sociale à l'enfance, en un lieu identifié par tous).

Portons un projet départemental de haut rang pour la culture et la création artistique

De quoi parlons nous ?

La culture est le champ des connaissances, ce par quoi se construit une humanité toujours plus riche. Il ne se confond pas avec la création artistique. La création artistique est le mouvement par lequel sont toujours plus repoussées les limites de l'interrogation et de l'interprétation du monde, comme le fait la recherche scientifique.

L'enjeu de luttes politiques

Les communistes peuvent porter avec fierté leur part de l'existence de réseaux culturels divers faits de compagnies, de cinémas, de théâtre, de musées, de bibliothèques... Au fil des ans, il a évolué et s'est enrichi. il faut le défendre contre l'Etat qui a longtemps refusé de le prendre en compte, avant de s'en désengager progressivement, processus nettement accéléré depuis 2002. Il faut le préserver de la domination idéologiques qu'exercent les groupes industriels du divertissement qui d'une part lorgnent sur les budgets de la culture et d'autre part veulent maintenir le plus de monde possible dans leurs filets où coulent à flot représentations et conceptions consensuelles. Il faut le protéger des attaques populistes de la droite départementale, et même quelquefois de la gauche, toujours prête à trouver trop élevés les budgets de la création. ..

Des conceptions d'avenir

Derrière ces inepties se cache une véritable logique politique : la culture, notamment la création artistique et le symbolique ne sont faits que pour ceux qui en possèdent déjà les clefs. Autrement dit la culture, c'est pour les gens cultivés.

C'est évidemment tout le contraire qui est nécessaire, il y a besoin d'encourager la constitution d'équipes de professionnels travaillant d'arrache pied à ce que les œuvres et les artistes rencontrent la population, notamment les jeunes publics.

Les élus communistes ont toujours considéré, à juste titre, que la lutte pour l'émancipation, le combat contre les dominations étaient inséparables d'un effort constant pour que savoir et émotions ne soient pas réservés aux élites, pour que la connaissance et la capacité critique à s'en emparer soit partagées par le plus grand nombre, que les cultures diverses soient reconnues et puissent être partagées entre toutes et tous.

C'est à l'aune de ces orientations et d'incontestables réussites que doivent être appréciés la violence des désengagements de l'état et les nouvelles conceptions nuisibles de Frédéric Mitterrand

Elles nous aident pour des propositions d'avenir.

Défendre un héritage et faire du neuf

Les questions de la culture et des arts dans notre département font, comme tout ce qui touche à ce territoire, l'objet d'une lutte politique sévère et nous sommes confrontés à de graves régressions : vieilles tentations de censure et mise au pas des professionnels. Mais surtout, les difficultés infligées aux collectivités locales, particulièrement sensibles dans les villes les plus populaires, mettent en danger la pérennité de financements de la vie culturelle et artistique. Les avancées d'hier pèsent aujourd'hui très lourd dans les budgets municipaux : bien des conservatoires et bibliothèques sont dans des locaux vétustes et inconfortables, ont des équipes insuffisantes et des budgets d'animation trop faibles. Le défi du numérique pour les cinémas est lourd à porter. Et d'une façon générale, l'emploi culturel, déjà notoirement insuffisant, alors que bien des besoins ne sont pas couverts, est menacé par les compressions budgétaires, les baisses des crédits aux associations et structures culturelles, le tarissement des subventions de l'Etat. Les budgets sont loin du compte et les maintenir est un choix politique non réductible aux critères de gestion.

Cependant, notre département est riche d'un imposant réseau de professionnels impliqués dans la vie départementale et proches de la population, notamment des jeunes. C'est en général un choix raisonné, qui devient vite un véritable engagement. C'est un formidable point d'appui pour avancer.

Agir et promouvoir réellement une démocratie cultivée

La situation des financements la culture est grave et il ne suffit plus de faire des appels, il faut agir.

Au premier rang des acteurs, nous voulons voir le Conseil général combatif et innovant. contre la politique de Sarkozy qu'il s'agit enfin de contrer avec succès.

Nous voulons voir un Conseil général qui noue un véritable dialogue avec les acteurs culturels et non pas les prier de participer à de

longues messes sans contenu dans lesquelles on ne les invite qu'à entendre, jamais à parler.

Les attributions de subventions doivent se faire dans la transparence et les engagements pris doivent être tenus. Il faut repenser le soutien au réseau musical, encourager la diversité des expressions et garantir les lieux qui font un patient travail de découverte et d'invention. Le dispositif de conventionnement des troupes et compagnies doit être remis à plat dans le but de garantir la pérennité des structures, de protéger l'emploi et d'assurer des conditions normales de création et de circulation des œuvres. Les projets de rénovation des cinémas doivent être réalisés et un plan de modernisation pour le passage au numérique doit être mis en place.

Les initiatives culturelles et artistiques en collèges doivent être renforcées sur leur contenu et sur les moyens, en refusant la logique de mise en concurrence à l'œuvre depuis 2008.

Un Département qui impulse et initie

Le Département est un interlocuteur clef de la vie culturelle et artistique. Il doit porter une forte exigence, des conceptions novatrices et rassembler pour contraindre l'Etat à s'engager à la mesure de ce qu'est la vie artistique de notre département.

L'enjeu est de taille : il s'agit sans a priori, sans tabou et sans œillères, de renouveler et promouvoir une conception de la vie culturelle et artistique, nourrie d'une création libre et exigeante, et tournée vers tous les habitants.

En effet, nos concitoyens ont le droit de s'emparer d'une multiplicité de propositions et langages artistiques toujours plus créatifs. A l'opposé des démagogies populistes et consuméristes dominantes aujourd'hui.

Pour un aménagement harmonieux, pour des déplacements facilités, accélérons le développement des transports publics !

Aussi agissons-nous pour obtenir de nouvelles ressources, avec :

- Le transfert de l'eco-redevance poids lourd que perçoit l'Etat
- Une hausse du versement transport des grandes entreprises.

Impulser un véritable débat citoyen

Notre département a besoin d'une parole forte pour être écoutée et entendue. Elle a besoin d'un Département qui porte la voix des citoyens, des communes et de leurs groupements, de ses forces vives.

Préserver la liberté des communes

Pour une tarification favorisant l'usage des transports collectifs

Avec les conseillers régionaux communistes, nous porterons l'exigence d'une tarification abordable

Pour favoriser l'accès des jeunes aux transports collectifs, nous établirons la prise en charge par le Département de 50 % du coût de la carte transport pour les collégiens, lycéens et étudiants.

Priorité au fret ferroviaire et fluvial

Les transports routiers sont à l'origine de plus de 50 % des émissions de CO2 en France (émissions des véhicules, construction et entretien des routes, etc.). Il faut mettre un terme au tout automobile. Nous proposons donc :

- la priorité au développement des transports publics collectifs en ville, du transport par rail et du feroutage, des transports par voie d'eau
- un moratoire sur la construction de nouvelles autoroutes.
- une taxation du kérosène pour le transport aérien.

Pour nous, un toit, c'est un Droit ! Pour nous, un toit c'est un projet de vie !

De trop nombreuses personnes sont à la recherche d'un logement, plusieurs centaines sont menacées d'expulsion. Des milliers de familles vivent dans des logements indignes.

En France, 25% à 50% des revenus d'une famille sont consacrés au logement. Et cette proportion pèse à l'aune du pouvoir d'achat qui recule et des menaces pour l'emploi déstabilisent.

Dans le même temps, les magazines font leur une avec cette nouvelle ahurissante : les prix au m2 dépassent les 7000 euros en moyenne à Paris. La spéculation qui frappe les grandes villes, et particulièrement leurs centres, ajoute une pression supplémentaire.

La hausse se répercute dans les loyers du privé et empêche de nombreux jeunes couples de louer ou d'acheter à un prix accessible. Les prix à l'achat flambent, les loyers augmentent.

Pour beaucoup de familles à la recherche d'un logement, pour les jeunes qui veulent leur autonomie se pose alors la question : rester mais comment ? Ou aller se loger plus loin, là où c'est encore accessible mais où il faut faire des heures de transport pour se rendre au travail.

Loin d'être un droit, loin d'être un projet de vie, se loger devient une galère. D'un côté, on se saigne pour payer un toit pour sa famille, de l'autre accéder à un logement de qualité à un prix supportable est un parcours du combattant.

Et la politique de Sarkozy vient aggraver cette situation.

" Tout pour l'accession " a été et est le mot d'ordre de la Droite. D'où l'étouffement des organismes HLM, les surloyers qui chassent les familles à revenus moyens et fait reculer ce qui reste de brassage social dans les quartiers, la vente forcée des logements sociaux, les reculs de crédits à la construction et la révision à la baisse des opérations de renouvellement urbain.

Face à tous ceux qui dénigrent le logement social, nous sommes pour une attitude décomplexée et offensive de la Gauche. C'est la Gauche qui a inventé le logement social.

Aujourd'hui, nous le disons clairement :

- Le logement social joue le rôle de rempart contre la spéculation.
- Le logement social permet encore à de nombreuses familles populaires de vivre ici.
- Le logement social est la démonstration que tout peut ne pas être une simple marchandise livrée aux égoïsmes spéculateurs.

Nous n'accepterons pas que le logement social soit sacrifié.

Sous notre impulsion, le Conseil général s'inscrira plus nettement dans tous les combats pour un véritable droit au logement.

Un Département résolument engagé pour un service public national du logement

Nous nous situons dans la construction d'un service public du logement national et décentralisé.

Avec les organisations du mouvement HLM, les organisations de locataires et toutes celles qui se battent pour le Droit au Logement de qualité pour tous, nous souhaitons prendre les initiatives pour créer les conditions d'une réforme dans ce sens.

Pour nous, cette réforme doit s'appuyer sur :

- L'augmentation significative des crédits pour la construction de 120 000 logements sociaux.
- Le retour à une aide à la pierre pour le financement du logement.
- Une application résolue d'une loi SRU élargie qui oblige les communes de moins de 20% de logement sociaux à en construire réellement.
- Un plan d'urgence avec réquisition des logements vacants et
- La taxation de la spéculation foncière et immobilière.

Le logement social de qualité, la priorité !

En concertation avec ces partenaires, nous réinscrirons l'action du Conseil général dans ce sens avec un renforcement de l'aide à la construction de logements sociaux, et particulièrement la construction de logements pour les jeunes.

Nous travaillerons à une mobilisation de toutes les collectivités partageant l'objectif d'un renforcement de la Loi SRU.

Nous agissons avec les Villes et les Bailleurs auprès de l'Etat pour le financement à la hauteur nécessaire des opérations de renouvellement urbain.

Nous souhaitons favoriser l'émergence de projets innovants favorisant l'accompagnement des personnes en demande d'urgence.

Des parcours résidentiels favorisés avec un accompagnement à l'accession à la propriété

Affirmer avec force que le logement social est un acquis ne conduit pas à négliger les projets de vie de ceux qui veulent acheter.

Pour beaucoup, il s'agit d'abord de pouvoir le faire. C'est tout le sens de l'action que nous voulons initier contre la spéculation, mais sans attendre, le Conseil général appuiera les projets de collectivités qui veulent créer les conditions d'une accession sociale pour les familles qui le peuvent.

Une politique du logement intelligente, écologique et génératrice d'emplois

Enfin, construire n'est pas neutre tant du point de vue économique qu'écologique.

En lien avec les communes, les architectes, les entreprises, nous agissons pour la généralisation des normes environnementales et pour l'application des normes réduisant les factures énergétiques et les émissions de CO2 et pour l'émergence dans notre département d'une filière de l'éco-construction.

Confortons nos ambitions écologiques pour notre département

L'ampleur des questions environnementales auxquelles nous sommes confrontés, réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, pollution de l'air, de l'eau, de toute la chaîne alimentaire... nécessitent que nous les prenions à bras le corps et que nous agissions concrètement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, protéger la biodiversité, réduire toutes les pollutions, améliorer la qualité de l'eau, de l'air... ici et maintenant.

Les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle important par la nature des politiques qu'elles mettent en œuvre, par l'information et la sensibilisation des populations et les dynamiques de rassemblement qu'elles peuvent impulser.

Cette prise de position claire est nécessaire face au renoncement du gouvernement à agir en ce domaine (Grenelle 2, propos du chef de l'État), il faut relever ces défis, d'autant que le département est un échelon pertinent pour mener des politiques environnementales novatrices.

La réponse à cette situation ne peut être, derrière des effets d'annonce, une remise en cause des politiques environnementales sans actes.

A l'inverse, nous proposons que le département intègre les enjeux environnementaux à toutes ses politiques publiques, c'est une question d'intérêt général et de justice sociale, car ce sont toujours les plus modestes qui subissent le plus durement l'éloignement des lieux de travail, la mauvaise isolation des logements ou le bruit.

Les candidats du Front de gauche portent des propositions concrètes pour réduire les pollutions, améliorer le cadre de vie, permettre un développement de la biodiversité...

Il faut s'attaquer aux vrais défis que sont le transport des marchandises, les déplacements ou le bâti.

Pour un habitat économe en énergie !

L'habitat c'est 25% des gaz à effet de serre et le premier consommateur d'énergie. L'isolation des bâtiments devient donc un enjeu essentiel de lutte contre les émissions de CO₂. Mais aussi un enjeu social, car les familles les plus modestes sont celles dont les logements sont les moins bien isolés, et qui se retrouvent avec des factures énergétiques très élevées.

Un programme de travaux concernant les déperditions de chaleur et les émissions de CO2 doit être engagé. Il est donc nécessaire de mener une grande mobilisation pour que l'État, l'Europe, les entreprises pétrolières dégagent des moyens financiers d'aide à ces travaux de rénovation. Un tel programme serait source de création de milliers d'emplois.

Pour des transports collectifs mieux maillés, de qualité, accessibles à tous !

Les déplacements quotidiens représentent 20% du bilan carbone, mais permettre aux salariés d'utiliser d'autres modes de déplacement que la voiture ne passera pas par leur culpabilisation, il faut porter des propositions concrètes.

Il faut amplifier l'action pour un développement de l'offre quantitative et qualitative des transports en commun.

La tarification doit rendre attractive leur utilisation.

Pour l'éducation à l'environnement et l'appropriation citoyenne des enjeux environnementaux

Le développement humain durable est à l'opposé de la technocratie et du tout financier.

Il repose sur un partage des savoirs, des pouvoirs, des moyens, ceci suppose d'œuvrer à la formation et à l'information des citoyens, de créer à cet effet les conditions de la rencontre, du débat, voire de la confrontation des idées et des pratiques.

Nous proposons que le Conseil général crée de vrais espaces de rencontre et d'échange, crée un centre ressource pour les associations, les syndicats et les citoyens permettant l'accès au savoir et à l'information, la promotion des bonnes pratiques au service de la défense de l'environnement, d'une meilleure qualité de vie, de la protection de notre santé.

Pour inventer du neuf, impulsons un nouveau démocratique !

La démocratie est mise à mal dans notre pays. Mise à mal par les politiques ultra-libérales menées par Sarkozy, le président des riches ; mise à mal par la réforme des collectivités territoriales ; mise à mal par l'exercice solitaire du pouvoir.

Les politiques mises en œuvre par Sarkozy et Fillon, entièrement au service du CAC 40, visent à faire payer au peuple la crise qu'ils ont produite. Pouvoir au service d'une minorité, il ne peut imposer ses choix d'austérité qu'en alimentant la résignation et le renoncement du plus grand nombre pour d'autres choix.

Nous sommes pour la démocratie, le pouvoir du peuple, parce que les transformations sociales nécessaires ne peuvent s'envisager et se réaliser sans la participation des citoyens eux-mêmes.

La réforme des collectivités territoriales en cours, sous prétexte de s'attaquer au " mille-feuille " territorial, se traduit par une remise en cause de la décentralisation. C'est la volonté d'éloigner les citoyens des lieux de décision par la disparition des élus de proximité. Nous nous prononçons pour le renforcement du couple Départements / Communes, menacé par la fusion Départements / Régions et la préservation du département en tant que cadre territorial fondamental pour de nouvelles dynamiques.

L'exercice solitaire du pouvoir, le présidentielisme à tout-va, la personnalisation à outrance du pouvoir éloignent les citoyens de la vie politique. Quand les citoyens constatent que plus on communique en leur direction et moins on agit pour eux, quand ils découvrent une nouvelle sectorisation des collèges sans y être associés, quand ils mesurent le grand écart entre les paroles et les actes, quand ils rencontrent plus souvent leur élu dans les médias que sur le terrain, comment s'étonner de leur perte de confiance.

Nous voulons développer une véritable démocratie participative, que rien ne se fasse sans l'avis, la contribution, la co-décision de ses habitants, de ses salariés, de ses forces vives.

La population de notre département a besoin d'une majorité de gauche qui lui rende la parole. Nous pensons qu'il faut créer les conditions pour que les citoyens exercent de plus en plus leur pouvoir et prennent de plus de responsabilité et de part dans les décisions. Avec nous, les femmes, les hommes, les jeunes garderont la parole de bout en bout.

La parole aux citoyens !

- Associer le plus largement possible les citoyens et les associations dans la définition des priorités et le suivi de l'action du Conseil général
- Organiser de grandes initiatives publiques de débats sur tout ce qui concerne la vie du département : états généraux de l'école, assises de la santé, assemblée générale sur les transports...
- Promouvoir des formes nouvelles de participation des citoyens à l'élaboration des politiques départementales
- Aider à la création de conseils participatifs départementaux par canton
- Privilégier, dans l'exercice du pouvoir, la relation quotidienne avec les citoyens pour décider avec eux des meilleurs choix à opérer au service du plus grand nombre

Pour un service public départemental de qualité et des politiques publiques innovantes pour tous

Le service public départemental est en grand danger.

Dans les services de l'Etat, la politique menée se traduit par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Nous ne pouvons accepter ces coupes sombres dans les services publics car moins de fonctionnaires de l'Etat, c'est moins de services à la population dans les écoles, les hôpitaux...

Avec les transferts de charges sur les départements, la réforme des collectivités territoriales vles services départementaux, les agents du Conseil général sont parmi les premières victimes de la politique de Sarkozy.

Des postes en moins au Conseil général, c'est moins de services rendus à la population, moins de proximité, des missions abandonnées, l'externalisation des missions de service public, des conséquences individuelles et collectives dramatiques pour la population...

Cette annonce ne peut qu'aggraver le profond malaise des agents départementaux. Nous voulons reconstruire ce lien de confiance par des actes concrets et redonner la fierté de leur travail aux agents départementaux car nous savons que la force du service public est dans l'engagement de ses agents au service de l'intérêt général. Les agents départementaux ne demandent qu'une chose : pouvoir travailler et exercer leur métier dans de bonnes conditions. Nous nous y engageons.

Nous voulons que le Conseil général d malgré les contraintes financières imposées par l'Etat, renoue avec les politiques innovantes menées dans tous les domaines et les développe.

Nous voulons permettre aux services départementaux d'assurer au mieux leurs missions de service public, avec la volonté que les agents contribuent à l'élaboration des politiques départementales, qu'ils soient acteurs du service public départemental et veiller à l'accès de chaque agent à ses droits.

Promouvoir le service public et ses agents

Nous proposons que le Conseil général, plutôt que de s'inspirer de la RGPP, travaille au développement et à la modernisation du service public départemental, autour de 4 priorités :

- le maintien et développement de l'emploi public en lien avec une grande bataille pour une réforme de la fiscalité

- la capacité redonnée aux Directions départementales d'assurer au mieux leurs missions de service public
- une pause dans les réorganisations et un bilan participatif des réorganisations survenues
- des conditions de travail propices à un service public de qualité et un effort renouvelé pour la formation des agents départementaux.

Reconquérir une autonomie fiscale et des moyens financiers !

Les communistes, ont dès 2004 alerté sur les conséquences majeures que risquaient d'entraîner les transferts de charge, alors que tant d'autres se réjouissaient béatement de davantage de pouvoirs.

Transfert du RMI (devenu RSA), mise à leur charge de l'ADPA puis de la PCH, sans compensations à la hauteur, ont laminé les finances des Départements, et en premier les finances de ceux qui sont confrontés aux besoins sociaux les plus criants.

Notre département, ses finances ont été mises à mal par les cadeaux de Sarkozy aux entreprises (taxation de nos ressources par le ticket modérateur et suppression de la taxe professionnelle) soit disant en faveur de l'emploi.

La droite et le MEDEF affirment qu'en baissant les charges des entreprises, elles vont créer des emplois. La droite au pouvoir met en place le ticket modérateur puis supprime la taxe professionnelle.

Il faut rompre avec cette logique de réduction des ressources des collectivités territoriales qui ne visent qu'à soumettre le pays aux diktats des marchés financiers et aux critères de l'Europe libérale.

En nous opposant à la mauvaise réforme des retraites à l'automne, après avoir refusé en 2004 le traité libéral européen, nous avons montré que sommes très nombreux à vouloir d'autres choix en France et pour une Europe véritablement solidaire, où la Banque Centrale Européenne (BCE) serait mise au service d'un véritable développement durable et de l'emploi, au lieu d'une pseudo indépendance qui la soumet aux marchés financiers.

Avec des élus communistes et du front de gauche, nous pouvons être aussi nombreux à faire entendre l'exigence d'une reconquête de moyens financiers et d'une autonomie fiscale réelle pour répondre aux besoins des habitants et du développement durable. Ils portent de vrais choix d'orientations au service des habitantes et des habitants, avec la volonté de travailler avec toutes les forces

vives de départementales et tous les partenaires utiles, mais sans risque de compromissions!

Il s'agit non seulement que l'Etat rembourse ses dettes , mais aussi que chacun assume ses responsabilités et ses décisions. Ainsi l'allocation RSA, minima social national dont les règles sont entièrement définies par l'Etat doit être entièrement prise en charge par l'Etat.

Mais il faut aller au-delà avec une modification radicale de la fiscalité. Les communistes soumettent cinq propositions au débat :

- étendre la taxe sur la valeur ajoutée des entreprises, qui remplace maigrement la taxe professionnelle, avec
- une taxation plus forte sur les activités spéculatives qui minent l'emploi et l'économie,
- un pouvoir de taux rétablit pour les collectivités afin que les choix se fassent au plus près des citoyens.
- dé plafonner le taux des droits de mutation pour freiner la spéculation immobilière qui augmente sans fin le prix des logements et les rend inabordables, jusqu'au kracks connus aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande ou ailleurs, qui ruinent les familles et dévastent l'économie.
- La mobilisation de la Banque centrale européenne, via un pôle bancaire public à construire, pour financer à bas taux les investissements publics pour l'avenir des européens et le développement durable de l'Europe, tels les constructions de collèges, d'équipements pour la population, les infrastructures de transports collectifs et pour un aménagement durable,..., au lieu de financer la spéculation en renflouant les banques privées !

Cette bataille pour desserrer l'étau financier dans lequel Sarkozy veut enfermer les collectivités et pour une nouvelle efficacité de la fiscalité, les élus communistes la mèneront tout en faisant des choix de gestion conformes aux intérêts des habitants.

Parce que c'est une urgence pour les populations et un levier pour retrouver des marges de manœuvre financières, ils feront le choix de l'emploi, pour que notre département retrouve le chemin de la création d'emploi, et pour l'accès des habitants, jeunes et moins jeunes à ces emplois :

- agir efficacement pour la création d'emplois par exemple en faisant émerger les filières nouvelles, ce qui se traduit aussi par des ressources nouvelles pour la collectivité ;
- développer les actions efficaces pour l'accès à l'emploi et pour l'insertion qui permettent, non seulement un mieux être

pour les intéressés - et cette raison est en soit suffisante !
- mais aussi une diminution à terme des charges d'allocation.

Ils s'opposeront aussi aux privatisations qui mettent en cause la maîtrise publique et le service public.

La défense des Services publics utiles aux habitants et au développement durable de la constituera un axe de bataille, en veillant à toujours en améliorer l'efficacité, à l'inverse des coupes sombres dans le service public ou du non remplacement de plus de 1 départ sur 2 à la retraite...

A la résignation et à l'aggravation des injustices fiscales, face à l'étranglement financier du Département, les communistes proposent de substituer le rassemblement et l'action du plus grand nombre, seule voie conforme aux intérêts de la population.